

Actualité de la Russie et de la CEI

LE PROJET DE COOPÉRATION TRILATÉRALE RUSSIE-INDE-CHINE AU XXIÈ SIÈCLE : ENJEUX ET IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE

Par Colin Geraghty, étudiant à l'IPRIS / Mai 2009

L'idée d'un triangle stratégique associant Moscou, Delhi et Pékin est à l'origine une initiative russe, évoquée pour la première fois en décembre 1998 par Evgueni Primakov, alors premier ministre de la Russie.

http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu_cei/2009-06-02.pdf

Spécial élections libanaises



*Observatoire dirigé par Barah Mikail, chercheur à l'IRIS.
En partenariat avec la Chaire Dandurand (Québec)*

■ **Les perspectives israéliennes après les élections libanaises du 7 juin** - par Romain LALANNE, collaborateur à la chaire Raoul Dandurand, 3 juin

■ **Les Libanais et la France : une histoire riche d'événements** - par Ophélie DUROUCHOUX, étudiante à l'Institut français de Géopolitique - Paris VIII, 2 juin

■ **Une lecture pragmatique des élections législatives libanaises dans les rapports internationaux** - par Fady FADEL, Vice-recteur et Secrétaire général de l'Université Antonine (Liban), 29 mai

■ **Les maronites : entre divisions et esquisse d'un renouveau** - par Adrien MARGUERITTE, Collaborateur à la Chaire Raoul-Dandurand, 28 mai

<http://www.iris-france.org/informez-vous/observatoire-liban09.php>

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



“Vallée de Swat au Pakistan : vers une catastrophe humanitaire ?” - Par Jean-Marie FARDEAU, directeur de Human Rights Watch - France, 3 juin



“Comment relancer l'Europe ?” - Par Pierre VERLUISE, chercheur à l'IRIS, 3 juin



“Obama : vers une rupture dans la politique israélienne des USA ?” - Par Barah MIKAÏL, chercheur à l'IRIS, 2 juin



“Doit-on craindre l'Iran ?” - Par Michel TAUBMANN, rédacteur en chef de la revue « Le meilleur des mondes » et auteur de « L'Iran, l'heure du choix. Entretien avec Reza Pahlavi » (Ed. Denoël), 1er juin



“Doit-on craindre l'Iran ?” - Par François GÉRÉ, directeur de recherche à Paris III et président de l'Institut français d'analyse stratégique, 1er juin



“CUBA, une normalisation diplomatique attendue par l'Amérique latine” - Par Jean-Jacques KOURLIANDSKY, chercheur à l'IRIS, 1er juin



“Le dilemme nord-coréen d'Obama” - Par Barthélémy COURMONT, chercheur à l'IRIS, 29 mai



“Les élections européennes, mode d'emploi” - Par Fabio LIBERTI, chercheur à l'IRIS, 28 mai



DOSSIER

IRAN : DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES INCERTAINES MAIS CRUCIALES

Dossier dirigé par Karim PAKZAD, chercheur associé à l'IRIS, 1er juin

Le 12 juin prochain, les Iraniens voteront pour la 10e fois sous le régime islamique pour élire un nouveau président de la République. Cette échéance constitue un moment fort de la vie politique, même si dans le système politique iranien, unique au monde, le président élu au suffrage universel, n'est pas le véritable détenteur du pouvoir de décision sur les orientations fondamentales du pays, plus particulièrement en matière de politique étrangère.

<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?rubrique65>

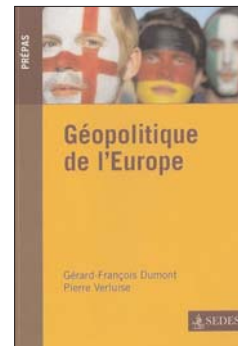
Dans la presse

LA POLITIQUE D'INFLUENCE FRANÇAISE, D'AVANTAGE DES MOTS QU'UNE RÉALITÉ

Pascal Boniface par Jean Guisnel / Le Point.fr / 2 juin

Le fossé entre les ambitions internationales de la France et l'exiguïté de son tissu de think tanks est ancien. Il faut remonter aux sources de la Ve République pour le comprendre et à la tradition régaliennne française. **SUITE PAGE 3**

Parution



Présentation page 5

Médias



CHAQUE VENDREDI À 8H06, PASCAL BONIFACE DÉCRYPTE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE POUR LES AUDITEURS DE FRANCE MUSIQUE.

→ TÉLÉVISION

Obama et le monde musulman
Paroles du Monde, Thierry Courville par Public Sénat (4/06)

Obama et le monde musulman
Charlotte Leprie par - Arte Info (4/06)
- Michel Field (LCI, 3/06)

Visite en France de Michelle Bachelet
Journal du soir, Jean-Jacques Kourliandsky par France 24 (29/05)

Iran, attentat à Zahidan
Journal du soir, Karim Pakzad par Adibzadah (France 24, 29/05)

Pays du Golfe
C dans l'air, Pascal Boniface par Yves Calvi (France 5, 28/05)

→ RADIO

La Turquie et l'Union européenne
Pascal Boniface par Alexandre Jaquin (RMC, 3/06)

Iran - Visite du MAE à Paris
Didier Billion par RMC (3/06)

Obama et le monde musulman
Didier Billion par Médi 1 (1/06)

La rencontre Obama-Abbas
Karim Bitar par Nadia Bencheikh (Radio Orient, 29/05)

Les Talibans contre l'armée au Pakistan
> Olivier Guillard par Radio Algérie Internationale (29/05)
> Karim Pakzad par Radio Algérie canal 5 (25/05)

La Corée du Nord
> *Les Matins de France Culture*, Pascal Boniface par Ali Baddou (France Culture, 29/05)
> Barthélémy Courmont par - Deutsche Welle (29/05)

IL EST GRAND TEMPS QUE L'EUROPE SE RÉVEILLE

Pascal Boniface / Challenges / 28 mai

Alors que de nouvelles superpuissances émergent, les Etats européens passent leur temps à s'entre-déchirer. De quoi nourrir l'abstention et le vote protestataire aux prochaines élections. [SUITE PAGE 4](#)

Manifestation

ADHÉRENT OBAMA ET L'EUROPE : QUELLES ATTENTES ? QUELLES ORIENTATIONS ?

Mardi 9 juin / Maison de l'Europe / Paris



Conférence-débat organisée par l'IRIS et la Maison de l'Europe, réservée aux adhérents de l'IRIS. Autour de Louis GISCARD D'ESTAING, député, président du Groupe d'amitié France / Etats-Unis d'Amérique de l'Assemblée nationale, Philip GOLUB, journaliste américain, professeur associé à l'Institut d'Etudes européennes de Paris VIII, François LAFOND, Directeur du bureau de Paris, The German Marshall Fund of the US, et Charlotte LEPRI, chercheur à l'IRIS qui modèrera la table-ronde.

Renseignements : colloques@iris-france.org

RESTREINT 20E CERCLE FRANCO-ALLEMAND

Jeudi 11 et vendredi 12 juin / Mulhouse

Cercle franco-allemand organisé par l'IRIS et la Friedrich Ebert Stiftung.

PUBLIC GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Lundi 29 juin 2009 / Institut catholique de Paris / 9h-18h

L'IFORE (Institut de Formation de l'environnement - organisme de formation du Ministère de l'Ecologie) organise en partenariat avec l'IRIS une journée de conférences dédiée à la géopolitique des ressources naturelles renouvelables. Seront ainsi développées les thématiques suivantes : état des services de la nature; activité humaine comme source de dégradation de l'environnement et menace pour la sécurité internationale ; multinationales et instances internationales : aide ou frein pour le développement ; géopolitique des ressources...

Inscription gratuite et obligatoire avant le 19 juin, dans la limite des places disponibles auprès de l'IFORE: www.iris-france.org/docs/pdf/up_docs_bdd/20090525-174150.pdf

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES RELATIONS INTERNATIONALES

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES RELATIONS INTERNATIONALES
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ÉTUDES EUROPÉENNES
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Médias

- France Inter (28/05)
- > Jean-Vincent Brisset par
- Pierre Boussel (Médi 1, 27/05)
- Laetitia Bernard (Le Mouv, 27/05)
- Radio Suisse Romande (27/05)

La base militaire française aux EAU

Karim Pakzad par Radio Zaman - Pays-Bas (28/05)

La Turquie et les élections européennes

Didier Billion par RMC (25/05)

La visite de Joe Biden au Liban

Karim Bitar par Radio Algérie (24/05)

L'Europe, ses frontières, ses murs...

Transeuropéennes, Pierre Verluise par José-Manuel Lamarque (France Inter, 23/05)

→ PRESSE ÉCRITE

Corée du Nord

- > Olivier Guillard par
- Le Parisien (29/05)
- L'Express.fr (28/05)
- Streetreporters.com (28/05)
- > Barthélémy Courmont par Sud-ouest (28/05)
- > Jean-Vincent Brisset par L'Echo - Belgique (27/05)

La succession de Kim Jong Il

Jean-Vincent Brisset par 20 Minutes (28/05)

La base militaire française aux EAU

Jean-Vincent Brisset par Cloris Xu (Life Week, 28/05)

Qatar

Pascal Boniface par Le Nouvel Observateur (21/05)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à : contact@iris-france.org

LA POLITIQUE D'INFLUENCE FRANÇAISE, DAVANTAGE DES MOTS QU'UNE RÉALITÉ

Pascal Boniface par Jean Guisnel / Le Point.fr / 2 juin

Une étude du chercheur américain James McGann n'est pas très glorieuse pour les think tanks français en général. Y voyez-vous un problème ?

Oui, c'est un problème. Mais il n'est pas nouveau. Le fossé entre les ambitions internationales de la France et l'exiguïté de son tissu de think tanks est ancien. Il faut remonter aux sources de la Ve République pour le comprendre et à la tradition régaliennne française. Lorsque se met en place la politique étrangère de la Ve République, faite de volontarisme étatique, le pouvoir se méfie de l'expertise extérieure. Elle lui semble politisée, prosoviétique ou pro-américaine. En termes d'apport de connaissance et d'expertise, l'État estime qu'il possède en interne tout ce dont il a besoin par le biais de ses ministères et agences. L'extérieur ne peut être qu'une source inutile ou dangereuse de contestation. Par ailleurs les relations internationales existent peu à l'Université, c'est une spécialité éclatée entre plusieurs disciplines, ce qui ne permet donc pas de vraies carrières universitaires. À la méfiance du pouvoir répond un repli sur soi sur les questions théoriques, loin du "policy oriented" - assimilé à du journalisme et donc honni par l'Université. Le réel, l'actualité sont perçus comme antiscientifiques.

L'État ne va donc pas s'occuper de la recherche, et la tradition étatique française fait que le privé n'a pas d'espace ni de motivations (fiscales notamment) pour le faire. À la fin des années 1970, sous l'impulsion de Raymond Barre et de son conseiller, Jean-Claude Casanova, qui scrute ce qui se passe aux États-Unis, l'IFRI (Institut français des relations internationales) est créé, mais l'État ne veut pas aller au-delà. Résultat, l'écart est béant non seulement avec les États-Unis, mais aussi avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou des pays plus modestes dans leur politique internationale comme les Pays-Bas. Cette situation, déjà gênante auparavant, l'est encore plus à l'heure de la mondialisation où le débat d'idées, les luttes d'influence, le *soft power* sont des enjeux essentiels. La politique d'influence française, c'est davantage des mots qu'une réalité.

L'institut que vous dirigez, l'IRIS, est l'un des gros centres de recherche français. Jugez-vous convenable la place (47e) que vous accorde cette étude ?

L'IRIS est traditionnellement considéré en France comme l'un des quatre plus importants think tanks français sur les questions stratégiques - avec l'IFRI, la FRS (Fondation pour la recherche stratégique) et le CERI (Centre d'études et recherches internationales). Il est le seul à avoir été créé par une initiative privée, et à l'époque, nous sommes partis avec une subvention de 20.000 francs (3.000 euros) en 1991. Nous avons toujours conservé une très grande indépendance dans l'expression des différents points de vue, y compris quand nous étions en désaccord avec les positions officielles ou avec certains pouvoirs ou groupes de pression. C'est à la fois notre force et notre faiblesse ! Notre disparition a été annoncée à plusieurs reprises. Quand un chercheur de chez nous se voit offrir un salaire de moitié supérieur à celui qui est le sien à l'IRIS par un autre think tank (qui dans l'espèce fait appel à un cabinet de chasseurs de têtes, ce qui peut apparaître comme aussi dispendieux qu'inutile), je ne peux pas lui en vouloir de partir, mais je trouve dommage de ne pas pouvoir lutter à armes égales. Alors honnêtement, se retrouver à la 47e place mondiale avec un budget bien plus limité (1,8 million d'euros) que celui de nos homologues, et selon un classement fait par un centre étranger, ce ne peut être qu'une source de satisfaction. Cela montre

que nos méthodes de travail et notre esprit d'équipe produisent des résultats et une reconnaissance internationale.

Dans une note consacrée à cette étude, le CAP (Centre d'analyses et de prévisions) du quai d'Orsay estime que l'influence des think tanks français "reste cantonnée à la formulation d'idées pour les courants politiques locaux". Est-ce juste ?

Je trouve le reproche du CAP un peu injuste. S'il était exact, il se retournerait d'ailleurs contre lui et serait une marque d'échec partiel du CAP dont l'un des rôles est d'animer le débat d'idées en France sur ces thèmes ! Le CAP a-t-il évoqué le sujet, lancé un débat ou une consultation avec les think tanks concernés ? Le problème pour les think tanks c'est que, s'ils prennent des positions originales ou indépendantes, ils sont moins aidés, quand ils ne sont pas tout simplement tenus un peu en lisière. Le choix du confort est effectivement de faire des travaux consensuels, qui ne prennent personne à rebrousse-poil. Toutefois, ici il y a l'accusation de localisme. L'État se plaint de n'avoir pas un réseau efficace de think tanks, mais n'a pas de réflexion globale sur une stratégie d'influence à l'étranger. Il y a pour ces raisons un très fort volontarisme un peu anarchique et de forts moyens pour l'audiovisuel extérieur, mais pas pour les think tanks. En tous les cas, quand je fais le compte des entretiens avec la presse étrangère, des symposiums ou colloques à l'étranger ou ceux organisés en France avec des étrangers, auxquels je participe ou auxquels participent les chercheurs de l'IRIS, je n'ai pas l'impression d'être dans le localisme.

Cette même note juge que votre institut et les autres confondriez "le travail de synthèse, ou de reformulation, avec la véritable recherche". Est-ce exact ?

On retombe sur le reproche précédent. Certains chercheurs (trop d'entre eux) se demandent avant de s'exprimer si leurs vues seront conformes à celles du gouvernement, s'ils ne vont pas froisser tel intérêt industriel ou telle source de financement. Certains sont plus dans la communication institutionnelle que dans la recherche. Mais il me paraît difficile de mettre tout le monde dans le même panier.

L'un des problèmes des think tanks français n'est-il pas qu'ils vivent beaucoup de subventions publiques, davantage que leurs homologues américains ?

À l'IRIS, les trois quarts de nos financements viennent du privé (individus, entreprises, ONG, organisations internationales) et seulement le quart de l'État. Les financements qui viennent du Quai d'Orsay ont été réduits de presque les trois quarts depuis 2002. La Délégation aux Affaires stratégiques du ministère de la Défense qui, financièrement, est le principal partenaire public des centres de recherche français, s'est vu imposer, contre son gré par Bercy un système mettant fin aux conventions globales avec lesdits centres alors même que cela donnait une certaine visibilité pour des contrats au cas par cas et lourds à gérer. Dans ces conditions, je pense que ce que nous recevons de l'État est bien utilisé et que le rendement des moyens qui nous sont alloués est supérieur à ce qui se passe ailleurs. Le ratio entre nos activités publiques et nos financements publics est certainement le plus performant. Mais apparemment ce n'est pas encore le critère retenu pour la détermination des financements ! ■

IL EST GRAND TEMPS QUE L'EUROPE SE RÉVEILLE

Pascal Boniface / Challenges / 28 mai

Alors que de nouvelles superpuissances émergent, les Etats européens passent leur temps à s'entre-déchirer. De quoi nourrir l'abstention et le vote protestataire aux prochaines élections.

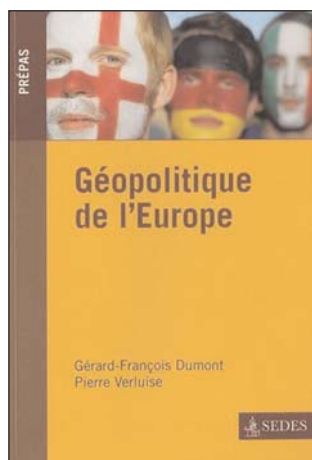
Les prochaines élections au Parlement européen risquent de se traduire par un Titanic démocratique. Le scénario le plus probable est celui d'une abstention montrant un désintérêt majeur des citoyens vis-à-vis de la désignation de leurs représentants. Cela va s'accompagner d'un vote protestataire important. Ainsi, les partis favorables à la construction européenne actuelle ne vont représenter qu'une très faible part des électeurs inscrits. Ce qui suscitera une fois de plus des débats sur la légitimité de ladite construction.

Pourtant, il y a un paradoxe : l'euroessimisme, l'euro-fatigue, sensible à l'intérieur des frontières de l'Union, s'accompagne d'une envie d'Europe à l'extérieur. Elle se traduit par la multiplication des candidatures chez nos voisins et le désir, sur les autres continents, de voir l'Europe jouer un rôle plus important. La situation, déjà insatisfaisante, risque de s'aggraver. Si l'Europe continue ainsi, elle n'occupera plus qu'une place mineure dans un monde multipolaire. Le passage du G 8 au G 20 est un premier signal. La crise économique mondiale affecte tout le monde, mais l'Europe semble devoir plus en pâtir que les autres. La Commission européenne prévoit une croissance négative de 4% pour l'an prochain, la Chine devrait avoir une croissance positive de 6,5%, l'Inde de 4,5%, le Brésil de 0,5%. La Chine et le Brésil parlent de minimiser le rôle du dollar dans les échanges internationaux, non pas en recourant à l'euro, mais en commerçant directement dans leurs monnaies nationales.

Stratégiquement, l'Europe est toujours divisée, ce n'est pas nouveau, mais cette division est vue de façon plus cruelle, à la fois par rapport aux promesses de politique étrangère et de sécurité commune (datant de 1992 !) et aux coalitions de fait des autres ensembles. A propos du Proche-Orient, il n'y a pas une position européenne, mais trois ou quatre. Pour la conférence de Durban, il y a eu trois opinions européennes différentes.

L'élection d'Obama est une bonne nouvelle, car elle est le signe d'Etats-Unis plus ouverts sur le monde, plus multilatéralistes. Mais l'Europe est marginale dans les priorités stratégiques du nouveau président. Elle perd de surcroît, vis-à-vis du reste du monde, ce qui était l'un de ses principaux atouts : incarner une puissance douce par rapport à la dure et brutale Amérique. Obama à la Maison-Blanche réunit les deux types de puissances.

La politique européenne est encore largement dépendante de celles des grands Etats. De plus, chacun semble vouloir jouer en solo et les rivalités prennent le pas sur la solidarité. La Commission européenne ne compte pas de véritables personnalités. Son président, Barroso, toujours à la recherche du plus petit dénominateur commun, n'a guère pris d'initiatives innovantes. L'Europe semble somnoler et s'en satisfaire. Au moment où les autres pôles de puissance accélèrent. Le réveil risque d'être douloureux. ■



GÉOPOLITIQUE DE L'EUROPE

de GERARD-FRANCOIS DUMONT
et PIERRE VERLUISE

Collection Impulsion, Paris, Sedes, 2009, 320 p.

De tous les continents, l'Europe est celui dont la définition suscite régulièrement les plus vives controverses. Où commence-t-elle ? Où s'arrête-t-elle ? Cette géopolitique de l'Europe traite du territoire composite qui s'étend de l'Atlantique à la vaste Russie. Sa configuration en a été profondément remodelée depuis la fin de la Guerre froide. L'Union européenne des 27 y est l'un des acteurs, aux côtés d'un ensemble d'États et d'institutions qui concourent à une dynamique européenne complexe.

La méthode, délibérément pluridisciplinaire, permet d'en comprendre les ramifications et d'en analyser les enjeux présents et futurs.

*Le recteur **Gérard-François Dumont** est Professeur à l'Université de Paris IV-Sorbonne et directeur de la revue *Population & Avenir*.*

***Pierre Verluise** enseigne la géopolitique à l'ISIT, au CID et à l'Université de Cergy et est directeur du site *diploweb.com*. Il est chercheur associé à l'IRIS.*

EN LIBRAIRIE